

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 MARS 1928.

Budget

du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1928 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. VAN DEN EYNDE.

MESSIEURS,

Dans le rapport sur les conclusions de la Conférence Internationale Économique (mai 1927) nous lisons :

« La Conférence considère comme une question vitale dans le domaine économique d'accroître la production agricole et de *placer, à cet effet, l'agriculture sur un pied d'égalité avec l'industrie...* ».

Nous y adhérons complètement, et nous répétons que l'agriculture, élément principal de notre vie économique, est aussi importante au point de vue de la production pour la collectivité que l'industrie, et néanmoins le Gouvernement se montre beaucoup moins généreux envers l'enseignement agricole qu'envers l'enseignement industriel.

Les connaissances professionnelles restent toujours la condition essentielle du progrès agricole et de l'accroissement de la production. Les méthodes surannées doivent faire place à une adaptation scientifique et à une modernisation efficace. Il faut que la formation professionnelle des jeunes agriculteurs reste un des premiers soucis du Gouvernement.

L'État crée des écoles moyennes et supérieures d'agriculture et encourage l'initiative privée, mais un petit nombre d'élèves y sont formés.

Le but à atteindre doit être : convaincre la masse. A cet effet, la science agri-

(1) Budget transmis par le Sénat, n° 4^{VIII}.

(2) La Commission spéciale, présidée par M. Tibbaut, était composée :

1° des membres de la Commission de l'Agriculture :

MM. Tibbaut, président; Amelot, Cartier, Chalmet, Colleaux, De Bruycker, De Keersmaecker, de Montpellier, Doms, Housiaux, Huart, Maenhaut, Merget, Nichols, Niezette, Pèriquet, Pierco, Rutten, Van Acker (A.), Van den Eynde (Jean), Van den Eynde (Oscar), Van Opdenbosch.

2° de six membres nommés par les sections : MM. Amelot, Herbert, de Kerchove d'Exaerde, Delor, Van Ackere (F.), Pepin.

cole doit être mise à la portée de la jeunesse intéressée, afin de former plus de spécialistes par un enseignement technique.

Comment pourrions-nous développer et hâter la formation professionnelle ?

Nous constatons qu'en général, les enfants de nos agriculteurs ne suivent pas l'enseignement moyen ; le mieux sera d'organiser pour eux des cours professionnels régionaux et post-scolaires aussi nombreux que possibles.

Le nombre d'élèves qui suivent les cours professionnels indique un accroissement constant :

En 1914.	.	.	.	.	.	1,116 garçons
» 1926.	.	.	.	.	.	11,695 »

Sections pour l'horticulture et écoles d'horticulture temporaires :

En 1914.	.	.	.	.	.	1,029 élèves
» 1926.	.	.	.	.	.	1,292 »

Cours d'enseignement ménager post-scolaires :

En 1914.	.	.	.	.	.	192 jeunes filles
» 1926.	.	.	.	.	.	1,037 »

Nous comptons 66 écoles d'agriculture régionales ou temporaires, 483 cours professionnels post-scolaires pour garçons, et de ceux-ci 45 sections d'horticulture et écoles d'horticulture temporaires.

Pour les filles : 59 cours ménagers post-scolaires.

Quelque satisfaisants que puissent être ces chiffres, ils montrent clairement que nous sommes encore loin de l'accomplissement de notre tâche.

Le Département a déjà fait un effort louable et sérieux, et personne ne contestera qu'il suit le bon chemin en matière d'enseignement agricole. Les résultats obtenus sont remarquables, et l'accroissement constant du nombre d'élèves qui acquièrent des connaissances professionnelles est un fait très heureux, plein de promesses pour l'avenir. Dépenser de l'argent pour la formation professionnelle d'un peuple, est un excellent placement, bien garanti et très productif, de même qu'il est antisocial autant que antiéconomique de paralyser un enseignement professionnel efficace, ou d'en limiter l'extension.

Que diriez-vous d'une entreprise industrielle qui sous prétexte d'économies ne voudrait pas se moderniser ? Que diriez-vous d'un chef d'entreprise qui n'attacherait aucun prix à l'ouvrier qualifié ? Votre jugement serait très sévère. En peu de temps cette entreprise, cette usine, serait ruinée par la concurrence.

Il en est de même dans l'industrie agricole. Nous devons former des chefs d'entreprise plus éclairés, des spécialistes plus compétents non seulement pour accroître la production, mais surtout pour améliorer la qualité des produits, afin de ne pas être évincés sur le marché mondial. En outre un pays avec une population très dense, doit avant tout rechercher les produits de grande valeur.

La superficie de terres fertiles peut encore être accrue et une plus grande partie de notre population trouvera ses moyens d'existences s'il veut employer ses efforts à une culture plus intensive.

D'aucuns craignent la *surproduction*.

Une esprit pessimiste fera remarquer que tout marchera bien aussi longtemps que nous puissions exporter. Sans aucun doute, mais si nous ne pouvions livrer qu'à l'intérieur de nos frontières, il y aurait déjà à l'heure actuelle une surproduction d'œufs, de chicorée, etc., cultures qui sont actuellement productives.

Regardons l'avenir avec confiance. Tenons compte de la situation avantageuse de la Belgique. Nous sommes entourés de régions bien peuplées et de grandes villes, comme Londres, le Nord de la France, le Pays rhénan. De millions d'hommes à nourrir.

Nous disposons de débouchés avantageux et pourrions conserver ou conquérir ces marchés si nous fournissons des produits de bonne qualité. Seuls les hommes de métier qui sont parfaitement à la hauteur arrivent à des résultats. C'est pourquoi nous ne pouvons pas, sous prétexte d'éviter des dépenses supplémentaires, nous en tenir à la situation actuelle ; ce n'est pas réaliser des économies que de paralyser le développement intellectuel d'un peuple.

Certes, il faut le dire ; notre enseignement agricole a pris une extension magnifique, grâce à la collaboration entre nos organisations libres de cultivateurs et les pouvoirs publics : communes, provinces, Etat, qui accordent toujours leur appui à l'initiative privée, au grand avantage de l'enseignement et de la collectivité intéressée.

Cette saine façon d'agir coûte beaucoup moins au Trésor et nous approuvons la commission des économies là où elle déplore le montant minime des subsides à l'enseignement agricole. Mais nous ne sommes pas du tout d'accord avec cette commission lorsque, changeant de ton, elle écrit que les subsides accordés aux écoles existantes ne doivent pas être augmentés.

La Section centrale demande, à l'unanimité, l'extension de l'enseignement agricole primaire selon la formule qui veut que l'école soit adaptée au milieu, et corresponde aux capacités des élèves de l'endroit.

Ce n'est que lorsque nos agriculteurs et nos horticulteurs auront reçu une formation scientifique que l'on pourra songer (à récolter des produits de plus grande valeur) et permettant d'assurer complètement l'alimentation de notre population, directement ou indirectement, d'améliorer notre balance commerciale et de consolider l'économie nationale.

Il faut naturellement écarter tout obstacle à la libre exportation, éliminer les difficultés d'ordre administratif ou financier.

Nous remercions M. le Ministre pour les services qu'il a rendus à l'agriculture en mettant fin au système des *licences d'exportation* arbitraires.

Et, avec satisfaction, nous prenons acte des déclarations de M. le Ministre des Finances, concernant la réduction et la suppression de *taxes d'exportation* frappant les produits agricoles.

La commission demande aussi énergiquement la suppression de ces taxes sur l'exportation, parce que maintenir ces droits, c'est fournir un argument sérieux en faveur des droits d'entrée établis par les pays à tendances protectionniste.

Une troisième difficulté dont souffre l'exportation peut être provoquée par les *tarifs trop élevés des chemins de fer*. Ici aussi, il faut que l'on observe des limites;

Voici quelques exemples :

A. Supposons que l'on expédie 4,320 kilogrammes de « witloof » de Cortenberg (station) à Paris.

Les frais de transport, jusqu'à la frontière belge, s'élèvent à 463 francs.

Les taxes d'exportation atteignent 172,80 francs, le prix de la marchandise étant évalué à 2 francs le kilogramme.

Le montant total des frais, à l'arrivée à Paris, est de 4,896.47 francs belges, c'est-à-dire 4.13 fr. le kilogramme.

B. Envoi de 2,000 choux-fleurs de la station de Malines à Saint-Quentin.

Les frais de transport par chemin de fer en Belgique s'élèvent à 323.65 francs.

Le montant total des frais, au lieu de destination, atteint 2,168.60 francs belges, c'est-à-dire 1.08 fr. par pièce.

Ces chiffres montrent que les tarifs des chemins de fer deviennent nuisibles à l'exportation.

La Société Nationale a déjà accordé des tarifs exceptionnels pour l'exportation des produits de l'industrie et la Commission exprime le vœu que l'agriculture et l'industrie soient traitées avec une égale bienveillance.

* * *

On augmentera aussi la production par l'amélioration de la race bovine et des semences, par l'assèchement des terrains, par un meilleur entretien des petits cours d'eau, par l'utilisation de l'énergie électrique, etc. — de même que par la lutte contre les maladies des plantes et du bétail, notamment la tuberculose.

Il ne s'agit pas seulement ici du dommage économique. Le problème intéresse l'hygiène générale, car si l'on peut anéantir les bacilles de Koch qui se trouve dans le lait, on ne peut en éliminer les toxines qui y subsistent et exercent leurs effets néfastes.

La tuberculose bovine est un danger menaçant pour la santé de l'homme.

C'est pourquoi, dans tous les pays, on prend des mesures pour la combattre. Dans notre pays chacun peut demander la tuberculination de son bétail.

Après l'examen, le propriétaire connaît les bêtes malades ou suspectes et il peut alors les vendre. Ce traitement est très utile et avantageux pour les particuliers. Mais il est évident que les bêtes contagieuses ne sont pas éliminées mais qu'elles rentrent dans d'autres étables. On ne peut donc pas attendre de ce moyen, dans la lutte générale contre la tuberculose, des résultats tangibles pendant les premières années de son application. car les demandes de tuberculination ne sont pas nombreuses.

En Hollande, on tente d'obtenir la collaboration des associations d'agriculteurs et de producteurs de lait, de beurre et de fromages; ces associations agricoles constituent l'organisme qui assume la lutte contre la tuberculose bovine.

Dans la Frise, ce système libre a donné des résultats appréciables. D'après le rapport de 1927, on a commencé la lutte en 1920, avec six groupements. Aujourd'hui, on compte trente-six associations avec 70,000 têtes de bétail. Dans 360 centres d'élevage, la tuberculose a complètement disparu. Les bêtes atteintes de tuberculose externe sont abattues contre paiement d'une indemnité élevée.

Dans le sud de la Hollande on continuera la lutte, de façon efficace, en abattant les bêtes atteintes de tuberculose ouverte et en élevant le jeune bétail à l'abri des germes de la maladie.

Mais pour faire œuvre utile il faut réaliser la lutte, en masse, contre la tuberculose.

Pour y arriver, l'initiative doit émaner des organisations agricoles et être appuyée par des subsides des pouvoirs publics.

Dans notre pays nous devons, par un travail de vulgarisation, faire comprendre la nécessité de la lutte contre la tuberculose.

Ainsi, nous rendrons service à l'hygiène générale et nous diminuerons les cas de tuberculose parmi les hommes.

* * *

En 1927 nous constatons déjà les symptômes d'une crise agricole.

Le bétail maigre pour pâturages fut acheté à des prix élevés — fin 1926 et commencement de 1927; — plus tard nous constatons une diminution sensible du prix de vente — fin 1927 — à tel point, qu'en règle générale on a exploité en pure perte.

L'engraissement des porcs ne produisit pas grands bénéfices.

Cette affirmation peut être aisément démontrée. Le blé a subi d'importants dommages et l'on peut vendre du beau froment à des prix qui, pour 100 kilogrammes sont inférieurs, de 40 à 50 francs à ceux de l'an dernier.

La demande de pommes de terre est moins forte; la concurrence est plus intense et les prix ont constamment diminué.

Le commerce des chevaux est moins actif, tout en accusant à certains moments, une recrudescence passagère.

D'autre part, les prix des engrais, fourrages, semences, loyers, salaires, les frais d'entretien des bâtiments, des machines, des chemins, des clôtures, les frais généraux, se maintinrent à leur niveau ou s'élevèrent encore.

Ajoutez aux dépenses, les pertes occasionnées par les maladies des plantes et du bétail, le préjudice causé par le temps défavorable, le gibier, etc.

Un examen impartial aboutit à la conclusion que le compte de profits et pertes des exploitations agricoles fut défavorable en 1927.



Le Département de l'Agriculture, dans l'évolution cyclique du groupement des Affaires dont l'ensemble constitue l'Exécutif, revient vers la notion d'autrefois, d'une concentration des formes multiples de la productivité nationale.

Son budget intéresse déjà, en même temps que la production agricole et horticole, la production artisanale, riche instrument d'échanges internationaux, et la production de ce qu'on a dénommé le Cheptel Marin, la Pêche Maritime.

L'Office de la Pêche Maritime apparaît pour la première fois dans les propositions qui vous sont soumises; l'Office des Classes Moyennes étend son action de ce côté, et son importance s'accroît de tout le poids des projets de loi dont le Parlement est saisi.

Il convient donc de s'arrêter un instant à cette partie du programme gouvernemental dont nous avons à assurer les possibilités de réalisation.

Le premier des besoins des Classes Moyennes, tant urbaines que rurales, c'est la formation professionnelle, base unique de la capacité de concurrence.

Mais cette formation est protéiforme. Elle peut se faire dans des écoles, par un enseignement collectif; elle se fait plus simplement, plus économiquement aussi, à l'atelier du petit patron.

Il faut féliciter le Gouvernement de l'avoir compris et de nous proposer une première péréquation des dépenses d'avant-guerre, en ce qui concerne l'enseignement temporaire et l'apprentissage (art. 83 et 86 du budget).

Les musées font partie de cet enseignement: aux artisans, ils donnent la leçon du passé, des modèles générateurs d'idées nouvelles; au public acheteur, ils donnent le sens de l'esthétique, le désir du Beau. Et, n'oublions pas, que selon l'expression d'un économiste célèbre, le consommateur est le Roi du Marché.

Or, ces musées ne rendent pas les services qu'on en doit attendre à ce double point de vue, parce qu'ils sont d'un accès trop peu généralisé. Le Ministre, qui aime les classes moyennes ainsi qu'il l'a déclaré avec enthousiasme au Sénat,

aura à cœur d'amorcer cette grosse réforme : les collections itinérantes dans les wagons-expositions. Le train canadien est un exemple que notre agriculture n'a pas oublié ; mais avant cette application, des musées industriels suisses avaient essayé avec succès de la méthode.

Un autre article du budget se rattache au même ordre d'idées : l'article 88 qui permettra d'encourager l'organisation rationnelle de l'exposition permanente en collectivités des produits de nos artisans. Le type est connu, il a été décrit dans plus d'un tract ; il s'agit maintenant de vulgariser la pratique de l'association pour la vente.

C'est à ce prix que nos artisans, disséminés dans les localités secondaires ou relégués, par la cherté des loyers, dans des rues excentriques, pourront lutter contre des conjonctures défavorables, vendre eux-mêmes des produits souvent très demandés, faire connaître leur art et la loyauté de la petite production artisanale.

Je me limite à ces deux suggestions précises, mais il importe de mettre le Ministre en garde contre l'illusion que des réformes de cette importance se réalisent toutes seules, sans « l'intervention des agents d'exécution, sans une action proportionnée à l'importance de l'effort envisagé.

Un Office des Classes moyennes pourvu d'une mission énorme et dépourvu de collaborateurs serait semblable à une usine, admirablement équipée, mais vide d'ouvriers. Le conseil d'administration qui adopterait pareille méthode desservirait gravement les intérêts de ses commettants.

Nous devons, en terminant, souligner ce fait significatif : que les six projets arrêtés par M. le Ministre Baels embrassent la trilogie essentielle de toute politique économique rationnelle : l'enseignement, le crédit et l'association. Ces projets prouvent certes que les intérêts des classes moyennes ne sont plus négligés et, qu'à l'avenir, on peut espérer d'avantage encore pour la défense et l'encouragement de ces intérêts.

Nous nous réjouissons de voir enfin les bonnes intentions du passé se traduire en actes.

Au cours de la discussion des articles, un membre a demandé une réduction des tarifs de chemins de fer pour le transport de matériaux destinés à l'entretien et la réparation de la voirie rurale. Un autre membre exprime le désir de voir étendre la compétence administrative des wateringues, et demande la révision de la loi du 10 mars 1866 relative aux dégâts extraordinaires des routes.

Un membre, parlant de la Conférence de Genève, fait remarquer que le principe du traitement égal de l'industrie et de l'agriculture a été accepté.

On s'est plaint du mauvais état de notre voirie rurale, de la suppression des subsides pour les chemins de grande communication, de la pasteurisation insuffisante dans les petites laiteries et des crédits minimes accordés à l'enseignement agricole.

Sous réserve de ces observations, la Commission propose à la Chambre, par 6 voix et 4 abstentions, d'adopter le Budget de l'agriculture pour l'exercice 1928.

Le Rapporteur,

J. VAN DEN EYNDE.

Le Président,

EM. TIBBAUT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 MAART 1928.

Begrooting

van het Ministerie van Landbouw voor het dienstjaar 1928 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER **VAN DEN EYNDE (JAN)**.

MIJNE HEEREN,

In het verslag over de besluiten der Internationale Economische Conferentie van Geneve (Mei 1927), lezen wij :

« De conferentie beschouwt het als een levenskwestie op economisch gebied dat de landbouwvoortbrengst zou toenemen en dat te dien einde de landbouw op een voet van gelijkheid met de nijverheid zou geplaatst worden. »

Dit onderschrijven wij volledig, en wij herhalen nogmaals dat de landbouw de voornaamste factor is van ons economisch leven en evenveel voortbrengt voor de gemeenschap als ons nijverheidswezen, en nochtans is de regeering heel wat minder vrijgeving voor het landbouwonderwijs dan voor het nijverheidsonderricht.

De vakkennis blijft de hoofdvoorwaarde van de vorderingen op landbouwgebied en van de verhooging van voortbrengst. De verouderde methodes moeten verdrongen worden voor wetenschappelijke aanpassing en doelmatige modernisatie. De beroepsvorming der jonge landbouwers moet steeds de hoogste bezorgdheid zijn.

De Staat richt middelbare en hogere landbouwscholen op, steunt het privaat initiatief, maar een betrekkelijk klein aantal worden hierin opgeleid.

Het doel moet zijn : De massa veroveren. Daarom de landbouwwetenschap onder het bereik stellen van de belangstellende jeugd, ten einde door verschaffen van technische kennis, meer bekwame vakmannen te vormen.

(1) Begrooting door den Senaat overgemaakt, n° 4^{III}.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit :

1° de leden van de Commissie voor de Landbouw : de heeren Tibbaut, voorzitter; Amelot, Carlier, Chalmet, Colleaux, De Bruycker, De Keersmaecker, de Montpellier, Doms, Housiaux, Quart, Maenhaut, Merget, Nichols, Niezette, Pèriquet, Pierco, Rutten, Van Ackere (A.), Van den Eynde (Jan), Van den Eynde (Oscar), Van Opdenbosch.

2° zes leden door de afdeelingen benoemd : de heeren Amelot, Herbert, de Kerchove d'Exaerde, Delor, Van Opdenbosch.

Hoe zullen wij de beroepsvorming bevorderen en bespoedigen ?

Het is een feit dat de kinderen onzer landbouwers over 't algemeen geen middelbaar onderwijs genieten; dan zal men best doen, zoo talrijk mogelijk, de gewestelijke en naschoolsche vakleergangen in te richten.

Het aantal leerlingen die vaklessen volgen klimt gestadig aan :

In 1914.	.	.	.	.	.	4,116 jongens
» 1926.	.	.	.	.	.	11,695 »

Afdeelingen voor tuinbouw en tijdelijke tuinbouwscholen :

In 1914.	.	.	.	.	.	1,029 leerlingen
» 1926.	.	.	.	.	.	1,292 »

Naschoolsche huishoudkundige leergangen :

In 1914.	.	.	.	.	.	192 meisjes
» 1926.	.	.	.	.	.	1,037 »

Men telt 66 gewestelijke of tijdelijke landbouwscholen, 483 naschoolsche vakleergangen voor jongens en hierbij 45 afdeelingen voor tuinbouw en tijdelijke tuinbouwscholen.

Voor de meisjes 59 naschoolsche huishoudkundige leergangen.

Hoe bevredigend deze cijfers ook zijn, bewijzen ze toch dat wij nog verre van voltrokken werk afstaan.

Het Ministerie heeft reeds loflijk en degelijk werk verricht — en niemand zal betwisten dat in zake landbouwonderwijs, het Departement de goede baan opgaat. De bekomen uitslagen zijn merkwaardig, en het aanhoudend stijgen van het aantal leerlingen die vak kennis opdoen is een verheugend feit, rijk aan beloften voor de toekomst. Geld besteed aan de vakopleiding van een volk is de beste plaatsing — goed gewaarborgd en zeer rendeerend — terwijl doeltreffend vakonderwijs verlammen of de uitbreiding er van beperken even onmaatschappelijk als anti-economisch is.

Wat zoudt gij zeggen van eene nijverheidsonderneming welke uit geest van bezuiniging niet wil moderniseeren ?

Wat te denken over de bedrijfsleiding welke geen prijs hecht aan geschoolde werklieden ?

Uw beoordeeling zou uiterst streng zijn.

Op enkele jaren wordt die onderneming, die fabriek ten onder gebracht door de concurrentie.

Even zoo gaat het in de landbouwnijverheid.

Wij moeten meer ontwikkelde bedrijfsleiders en geschoolde vakmannen vormen, niet enkel om de opbrengst te verhoogen, maar voornamelijk om de hoedanigheid der producten te verbeteren, ten einde niet verdrongen te worden op de wereldmarkt en nog nieuw afzetgebied te veroveren. Ook een dicht bevolkt land moet voornamelijk producten van hooge waarde voortbrengen.

De oppervlakte vruchtbare grond kan nog verbeterd worden en talrijker broodwoningen kunnen verschaft worden indien onze bevolking zijne krachten besteden wil aan de intensieve cultuur.

Sommige vreezen de *overproductie*.

Een pessimistisch gemoed zal doen opmerken dat het maar gaat zoolang wij kunnen uitvoeren. Volstrekt zeker. Maar, moesten wij enkel binnen de grenzen

afleveren, ja, dan hebben wij nu reeds overproducten van eieren, witloof, enz., teelten die nu rendearend zijn.

Laat ons de toekomst met betrouwen inzien. Denkt even na over de gunstige ligging van België.

Een gordel van dichtbewoonde gewesten en voornamelijk steden rond onze grenzen : Londen, Noorden van Frankrijk, Rijnstreek. Millioenen menschen te voeden.

Wij beschikken over voordeelig afzetgebied — en zullen die markten behouden of veroveren indien wij keurige produkten leveren.

Enkel een knap vakman wint fijne vruchten. Daarom mogen wij niet, om reden van niet meer geld uit te betalen — want de verstandelijke ontwikkeling van een volk verlammen is op verre na geene besparing — bij den huidige toestand blijven.

Zeker, het moet gezegd worden ; ons landbouwonderwijs heeft eene prachtige uitbreiding genomen dank zij de samenwerking van onze vrije boerenorganisaties met de openbare besturen : gemeenten, provincies en Staat, die steeds het privaats initiatief helpen tot grooter nut van het onderwijs zelf en van de belanghebbende gemeenschap. Deze gezonde doenwijze kost veel minder aan de Staatskas en wij stemmen in met de bezuinigingskommissie waar zij de zeer geringe toelagen aan landbouwonderwijs betreurt. Maar wij zijn het op verre na niet meer eens waar dezelfde kommissie van toon verandert en schrijft : de toelagen aan de bestaande scholen verleend moeten niet worden verhoogd. De leden der Middenafdeeling vragen eenparig een verdere ontwikkeling van ons lager landbouwonderwijs, volgens de formule : de school aangepast aan de streek, in het bereik van de leerlingen van dat midden.

Eerst wanneer onze land- en tuinbouwers goed zullen onderlegd zijn door eene wetenschappelijke opleiding kan men met rassche schreden opgaan naar voortbrengst van hoogere waarde, voldoende om rechtstreeks of onrechtstreeks in de volledige voeding van onze bevolking te voorzien — onze handelsbalans te verbeteren — en 's lands economie te verstevigen.

Natuurlijk moet elke hinderpaal aan vrijen uitvoer uit den weg geruimd. Geen administratieve noch financiële belemmering. Wij danken den heer Minister van Landbouw voor de diensten bewezen aan den landbouw door het stelsel van willekeurige *uitvoervergunningen* te vernietigen.

En nu, teekenen wij graag op de verklaring van den heer Minister van Geldwezen betrekkelijk de vermindering en afschaffing van *uitvoertaksen* voor landbouwproducten, en de Commissie dringt ook krachtig aan tot vernietiging dezer uitvoerbelasting. Want door het behoud dezer rechten geven wij een krachtig wapen in de hand, aan de vertegenwoordigers van die regeeringen welke hooge invoerrechten heffen.

Een derde bezwaar voor den uitvoer kan voortkomen uit te *hooge spoortarieven*. Hier dient ook binnen perk en paal gebleven.

Een paar voorbeelden :

A. Doet eene verzending van 4,320 kilogram witloof. Statie Cortenberg tot Parijs.

De vervoerkosten tot aan de Belgische grens bedragen : 463 frank.

De uitvoertaksen : 172.80 fr. (witloof berekent aan 2 frank het kilog.)

Het totale bedrag der onkosten bij de aankomst te Parijs is 4,896.17 belg. fr. — 't zij 1.13 fr. het kilo.

B. Verzending van 2,000 bloemkoolen statie Mechelen naar St-Quentin.

De vervoerkosten Belgisch Spoor bedragen 323.63 frank en de algeheele onkosten ter plaats van bestemming : 2,168.60 belgische franks of 1.08 frank stuks.

Deze cijfers toonen aan dat al te zware spoortarieven nadeelig worden voor den uitvoer.

De Nationale Maatschappij heeft reeds uitzonderlijke tarieven toegestaan voor het vervoer van Nijverheidsproducten en de Commissie drukt den wensch uit, landbouw en nijverheid met eenzelfde goedwilligheid en met gelijke mate te zien bejegenen.

* * *

Hoogere voortbrengst zal daarbij nog bekomen worden door veredeling van vee, plant- en zaaigoed, droogleggen der gronden — beteren onderhoud der kleinere waterlopen, aanbrengen van electrische drijfkracht, enz... maar ook door bestrijding van plant- en dierziekten — en onder deze, voornamelijk de *tuberculosis of pokziekte*.

Het gaat hier niet enkel over de economische schade — het problema is van algemeen hygiënischen aard — want kan men de Kochbacillen der melk dooden, toch blijven de toxinen met hun nadeeligen invloed.

De rundertuberculosis is ook een dreigend gevaar voor de gezondheid van den mensch.

Daarom treft men in alle landen maatregelen tot bestrijding. Hier te lande, kan ieder de tuberculatie van zijn dieren aanvragen.

Na het onderzoek, kent de eigenaar de aangetaste of verdachte dieren en kan deze dan verkoopen.

Dergelijke bewerking zal een bijzonder nut en een privaat voordeel daargestellen. Maar het valt onmiddellijk op dat de schadelijke, de kiemzaaiende dieren niet geweerd worden en naar andere stallen verhuizen. Dus als algemeene bestrijding der tuberculose kan men bij de eerste jaren geen tastbare uitslagen verwachten, want de aanvragen tot tuberculatie zijn niet talrijk.

In Holland, tracht men de medewerking te bekomen van boerenbonden, zuivelbonden, veebonden, enz... Deze landbouworganisaties vormen de vereeniging tot bestrijding der tuberculose onder het rundvee.

In Friesland heeft men door dergelijk vrij systeem tastbare uitslagen bekomen.

Volgens het verslag van 1927, heeft men in 1920 begonnen met zes groepeerings.

Heden telt men reeds 36 aangesloten vereenigingen, met 70,000 dieren.

Reeds zijn 360 veebeslagen geheel vrij van tuberculose. De dieren, lijdend aan open tuberculose, worden afgemaakt tegen hooge vergoeding.

In het Zuiden van Holland, zal men de bestrijding ook doelmatig doorzetten door de « open lijders » onschadelijk te maken en het jong vee tuberculose-vrij op te fokken.

Maar om nuttig werk te verrichten, moet men eene bestrijding « in massa » verwezenlijken. Daarom zal het initiatief uitgaan van de landbouworganisaties en geldelijk gesteund worden door de openbare besturen.

In ons land, moeten wij door allerhande vulgarisaties, de noodzakelijkheid der tuberculose-bestrijding doen inzien.

Daardoor zullen wij de algemeene gezondheid dienen en de tering bij de menschen verminderen.

*
**

In het jaar 1927 bestatigen wij reeds kenteekens van een landbouwerisis.

Voor de weiden werd het mager vee aan dure prijzen aangekocht — einde 1926 en begin 1927 — later stellen wij eene merkelijke daling van den verkoopprijs vast — einde 1927 — in zulke mate dat in algemeenen regel met verlies gewerkt werd.

Het aanvetten van varkens is eveneens niet winstgevend geweest.

Deze bewering kan gemakkelijk bewezen worden.

Schoone tarwe — veel graan werd beschadigd — kan men verkoopen aan prijzen de 100 k. van 40 tot 50 fr. lager als verleden jaar.

De vraag naar aardappelen is minder druk, de concurrentie sterk, en daardoor zijn de prijzen steeds gedaald.

De paardenhandel is minder bedrijvig — soms eene opflakking voor enkele dagen.

Terwijl de prijzen van meststoffen — veevoeder — plantgoed — zaaigraan — landpacht — dagloon — onderhoudskosten van gebouwen, werktuigen, wegen, afsluitingen — algemeene onkosten even hoog blijven of stijgen.

Reken daarbij het verlies veroorzaakt door plant- en dierziekten — schade berokkend door ongunstig weder, wild enz.

Een onpartijdig onderzoek komt tot het besluit dat de balansrekening van een landbouwbedrijf voor 1927 niet voordeelig is.

∴

In de evolutie van den landbouw komt het Departement terug tot de vroegere opvatting van eene samentrekking der verschillende vormen der nationale voortbrengst.

De begrooting omvat reeds, samen met de land- en tuinbouwvoortbrengselen, de ambachtsvoortbrengst, die een rijk internationaal ruilmiddel is, en de productie van de zeevisserij.

Die Dienst voor de Zeevisserij verschijnt voor de eerste maal in de voorstellen die U worden onderworpen. De Dienst voor den Middenstand breidt zijne werking uit langs die zijde, en de wetsvoorstellen die aan het Parlement zijn voorgelegd doen het belang er van aangroeien.

Wij moeten dus even bij dit gedeelte van het regeeringsprogramma stilstaan, waarvan wij de verwezenlijking zoo mogelijk moeten verzekeren.

De eerste behoefte van den middenstand, zoo in de stad als te plattelande, is de beroepsvorming, het eenige middel om te kunnen mededingen. Deze vorming is evenwel veelzijdig, zij kan geschieden in de school door een gemeenschappelijk onderwijs, en eenvoudiger nog, in het werkhuis van den kleinen patroon.

Men moet de Regeering gelukwensen dat zij dit heeft ingezien en ons eene eerste perequatie van de vooroorlogsche uitgaven voorstelt, wat betreft het tijdelijk onderwijs en de leergangen (art. 85 en 86 van de begrooting).

De museums maken deel uit van dit onderwijs : zij geven aan de vakmannen de les van het verleden en doen nieuwe gedachten ontstaan. Bij de koopers ontwikkelen zij het begrip van schoonheid. En vergeten wij niet dat, naar een beroemd econoom schreef, de verbruiker de koning van de markt is.

Welnu, deze museums bewijzen niet de diensten die men er zou mogen van verwachten onder dit tweevoudig opzicht, omdat het bezoek niet genoeg veralgemeend is. De Minister, die in den Senaat met geestdrift liet hooren dat hij van den middenstand houdt, zal de groote hervorming wel willen ondernemen, namelijk de rondtrekkende verzamelingen in expositiewagens. De Canadeesche trein is een voorbeeld dat onze landbouwers niet vergeten hebben. Maar daarvoor reeds hadden de Zwitsersche nijverheidsmuseums deze methode met bijval beproefd.

Een ander artikel van de begrooting heeft betrekking op een zelfde soort van zaken, namelijk artikel 88, dat zal toelaten de rationeele organisatie van de bestendige gemeenschappelijke tentoonstelling van de voortbrengselen onzer ambachtslieden aan te moedigen. Het model is gekend, het werd in meer dan een vlugschrift beschreven. Men dient nu de practijk van de vereeniging voor den verkoop te vulgariseeren.

Op die wijze zullen onze ambachtslieden, verspreid over kleine gemeenten of door de duurte der huishuren naar afgelegen straten verdrongen, tegen de ongunstige omstandigheden kunnen kampen, zelf de vaak zeer gevraagde producten kunnen verkoopen, hun vak en de eerlijkheid van de kleine ambachtsvoortbrengst doen kennen.

Ik bepaal mij bij deze vingerwijzingen. Maar ik waarschuw den Minister tegen de illusie dat zulke belangrijke hervormingen van zelfs tot stand kunnen komen, zonder de tussekomenst van uitvoeringsagenten, zonder krachtinspanning die in verhouding staat tot het nagestreefde doelwit.

Een Dienst voor den Middenstand, met een zware taak, en zonder de noodige medewerkers, zoo gelijk staan met eene fabriek, die goed uitgerust is, maar zonder werklieden. Een beheerraad die dergelijke methode zou aannemen zou de belangen van zijn lastgevers ten zeerste benadeelen.

Wij moeten ook nog wijzen op het beteekenisvolle feit dat de zes ontwerpen van Minister Baels de drie hoofdzaken omvatten van elke rationeele economische politiek : het onderwijs, het crediet, de vereeniging. Deze ontwerpen bewijzen voorzeker dat de belangen van den middenstand niet worden verwaarloosd, en dat men in de toekomst nog meer mag verwachten voor de verdediging en aanmoediging van deze belangen.

Wij zijn gelukkig vast te stellen dat de goede inzichten van het verleden thans in daden worden omgezet.

*
**

Bij de bespreking der artikelen vraagt een lid der Commissie eene vermindering aan van spoortarieven voor 't vervoer van materialen noodig tot onderhoud en herstelling van landelijke wegenis.

Een ander lid wenscht de bestuurlijke bevoegdheid van wateringens uit te breiden, alsook de herziening der wet van 19 Maart 1866, betrekkelijk de buitengewone beschadiging aan de wegen.

Een lid spreekt over de Conferentie van Genève en doet opmerken dat het principieel eenzelfde behandeling van Nijverheid en Landbouw, werd aangenomen.

Klachten werden naar voren gebracht over slechten toestand der landelijke wegen, over de afschaffing van toelage voor wegen van groot verkeer, over onvoldoende pasteurisatie in kleine melkerijen en de lage credieten toegekend voor landbouwonderwijs.

Mits deze opmerkingen en voorbehoudingen, vraagt de Commissie met 6 stemmen en 4 onthoudingen, aan de Kamer de Begrooting van het Ministerie van Landbouw voor het dienstjaar 1928 goed te keuren.

De Verslaggever,

J. VAN DEN EYNDE.

De Voorzitter,

E. TIBBAUT.
